

## **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---











**Prestation de pompage pour les chômages 2026 du  
Service Territorial Seine Nord**

---

N° du CCP : 2026-VNF\_USN\_RK\_01

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE - Direction Territoriale Bassin de la Seine et Loire  
Aval  
et Loire Aval  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS**

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Prestation de pompage pour les chômages 2026 du Service Territorial Seine Nord
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	9 mois
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Durée et délais d'exécution.....	4
3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	4
3.2 - Délai d'exécution .....	4
4 - Prix.....	4
4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	4
4.2 - Modalités de variation des prix .....	5
5 - Garanties Financières .....	5
6 - Avance.....	5
7 - Modalités de règlement des comptes.....	5
7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	5
7.2 - Présentation des demandes de paiement.....	5
7.3 - Délai global de paiement .....	5
7.4 - Paiement des cotraitants .....	5
7.5 - Paiement des sous-traitants.....	6
8 - Conditions d'exécution des prestations.....	6
9 - CLAUSES TECHNIQUES .....	6
9-1. Objet de la mise en concurrence.....	6
9-2. Opération de vidange de sas ou de tête.....	6
9-3. Opération de maintien à sec du sas.....	7
10 - Constatation de l'exécution des prestations .....	8
10.1 - Vérifications .....	8
10.2 - Décision après vérification .....	8
11 - Pénalités.....	8
11.1 - Pénalités de retard.....	8
11.2 - Autres pénalités spécifiques .....	9
12 - Assurances.....	9
13 - Résiliation du contrat.....	9
13.1 - Conditions de résiliation.....	9
13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	9
14 - Règlement des litiges et langues.....	10
15 - Dérogations.....	10

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :  
Prestation de pompage pour les chômages 2026 du Service Territorial Seine Nord

Le pompage des 4 écluses de BELLERIVE de 39m, de PONTOISE de 185m et 125m et de BORAN de 125m dans le cadre de chômages, ainsi que le maintien à sec de ces ouvrages.

Lieu(x) d'exécution :

ECLUSE 03 BELLERIVE \_ chemin du halage 60170 CAMBRONNE LES RIBECOURT

ECLUSE 07 PONTOISE \_ quai de l'écluse 95310 ST OUEN L'AUMONE

BOECLUSE 05 BORAN SUR OISE \_ route des écluses 60820 BORAN SUR OISERAN SUR OISE

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.  
La référence des normes applicables figure dans l'annexe technique.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le Bordereau des prix (BPU)
- Le Détail Estimatif (DQE)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG)

## 3 - Durée et délais d'exécution

### 3.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 23/03/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 06/11/2026.

### 3.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 9 mois.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le délai d'exécution se décompose en 4 périodes prévues :

Bellerive (39m) du 23/03/2026 au 03/04/2026

Pontoise (185m) du 18/05/2026 au 06/06/2026

Pontoise (125m) du 08/06/2026 au 17/07/2026

Boran (125m) du 02/11/2026 au 06/11/2026

## 4 - Prix

### 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## **4.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix sont fermes et non actualisables.

## **5 - Garanties Financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **6 - Avance**

Aucune avance ne sera versée.

## **7 - Modalités de règlement des comptes**

### **7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

### **7.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100034
- Code service : USN
- Numéro d'engagement juridique : Vous sera fourni à notification du marché

Factures à déposer sur CHORUS PRO

### **7.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **7.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

## 7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## 8 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### Adresse d'exécution :

Voies Navigables de France - Direction Territoriale Bassin de la Seine  
18 quai d'Austerlitz  
75013 PARIS

### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification par le biais du profil d'acheteur d'une décision, observation ou information faisant courir un délai n'est pas prévue.

### Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 10 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

## 9 - CLAUSES TECHNIQUES

### 9-1. Objet de la mise en concurrence

Afin de pouvoir exécuter des travaux de maintenance sur les parties immergées des ouvrages cités ci-dessus, le service doit procéder aux chômages des ouvrages.

Ainsi, il est donc nécessaire de procéder au pompage des sas d'ouvrages pour assurer une intervention.

Pour réaliser l'opération de pompage, le maître d'ouvrage prendra à sa charge la mise en place des batardeaux en amont et en aval des écluses avec la collaboration d'une entreprise de plongeurs.

Le maître d'ouvrage assurera la manutention des pompes et des équipements nécessaires (groupes électrogènes, cuve gasoil, armoires électriques) à l'exclusion de toute autre prestation.

### 9-2. Opération de vidange de sas ou de tête

Les pompes de mise à sec devront avoir une capacité suffisante pour garantir une vidange des sas dans les délais suivants :

Voie	PK	Ecluse	Longueur de sas	Largeur de sas	Mouillage	Date de début	Date de fin	Durée Totale
Canal Latéral à l'Oise	33.820	N°4 de BELLERIVE	39m	6.45m	2.6m	23/03/2026	03/04/2026	12 jours
Rivière Oise Canalisée	13.420	N°7 de PONTOISE	185m	12m	4m	18/05/2026	06/06/2026	20 jours
Rivière Oise Canalisée	13.420	N°7 de PONTOISE	125m	12m	2.5m	08/06/2026	17/07/2026	40 jours
Rivière Oise Canalisée	41.229	N°5 de BORAN	125m	12m	2.5m	02/11/2026	06/11/2026	5 jours

Il est préconisé d'utiliser des pompes « flottantes » plus simples à mettre en place (temps d'exécution plus rapide et moins de contraintes).

Les pompes seront d'une capacité nécessaire afin de respecter le temps de vidange.

Le titulaire du marché pompage assurera l'amenée du matériel de pompage pour la mise à sec le premier jour de chaque période de chômage (dates indiquées article 3 du CCP).

Le matériel pour les opérations de vidange du sas ou de la tête sera déchargé par le titulaire à proximité de l'ouvrage, sur la berge ou mis à disposition sur une embarcation, de manière à permettre à un engin de levage fluvial mis à disposition par Voies Navigables de France, de prendre le matériel et de l'installer dans le sas.

L'entreprise devra réaliser tous les raccordements électriques et l'installation des tuyaux de refoulement.

L'entreprise se chargera à l'alimentation électrique des pompes par l'installation de groupes électrogènes adaptés à la puissance des pompes ainsi que le carburant nécessaire à leur fonctionnement.

Les tuyaux de refoulement pourront être fixés sur les batardeaux à condition qu'ils ne génèrent pas de vibrations pouvant entraîner des fuites.

Aucune soudure sur les batardeaux ne sera autorisée.

Pour le maintien à sec des parties vidangées, il est demandé à l'entreprise titulaire la mise en d'un bassin de décantation. Le bac de décantation devra être proportionné au débit des pompes d'assèchement mises en place par l'entreprise.

Il est également demandé la mise en place d'un tuyau d'évacuation pour permettre un rejet à l'aval ou à l'amont suivant l'ouvrage à vidanger.

L'entreprise devra assurer une surveillance du matériel de pompage pendant toute la durée de l'opération d'épuisement du sas.

À la fin des opérations de pompage, le maître d'ouvrage réalisera l'évacuation des pompes de mise à sec dans un lieu préalablement défini avec le titulaire.

L'attention toute particulière est attirée sur les difficultés d'accès de certains sites.

L'entreprise devra donc utiliser un moyen de transport adapté à la configuration des sites.

\* la mise en place des pompes d'assèchement se fera immédiatement après la pose des batardeaux (sauf avarie(s) la pose des batardeaux aura lieu entre 8 et 11 heures... horaires purement indicatifs).

### 9-3. Opération de maintien à sec du sas

Le titulaire du marché pompage assurera l'amenée du matériel de pompage pour le maintien à sec du sas pendant toute la durée du chômage (dates indiquées article 3 du CCP).

Les pompes de maintien à sec devront avoir un débit adapté aux fuites constatées des batardeaux. Ce débit garanti sera majoré de 40 % pour le dimensionnement des pompes à mettre en place.

Ces pompes seront reliées à un système de transmission par GSM, disposition nécessaire pour assurer la surveillance du niveau d'eau dans le sas et de l'alimentation électrique 24h/24.

Le titulaire installera les pompes pour le maintien à sec dans le sas ou partie de sas de l'écluse.

Ces pompes seront raccordées par l'entreprise sur le réseau électrique de l'écluse (des prises triphasées 32A seront disponibles sur chaque centrale hydraulique du sas).  
Elles devront être équipées d'une protection électrique en cas de surtension ou autres problèmes électriques.  
Le titulaire se chargera d'installer les tuyaux de refoulement.

Une astreinte 24/24 sera assurée par l'entreprise avec un temps d'intervention qui ne devra pas excéder 1 heure.

Chaque pompe sera couplée à une pompe de secours en cas de défaillance.

Ces pompes seront au nombre 4 dans le cadre d'un maintien à sec d'un sas complet : 2 en amont (1 pompe + 1 pompe de secours) et de 2 en aval (1 pompe + 1 pompe de secours) et de 2 pour une tête aval (1 pompe + 1 pompe de secours).

Ces pompes seront au nombre 2 dans le cadre d'un maintien à sec d'une tête d'écluse : 1 pompe + 1 pompe de secours.

À la fin des opérations de maintien à sec, le titulaire réalisera le démontage et l'évacuation des pompes de maintien à sec ainsi que des équipements annexes.

La mise en service de l'alarme sera effective avant 19 h 00 le jour de l'installation.

Le maître d'ouvrage prendra à sa charge toutes les opérations de remise en eau de l'ouvrage.

## **10 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **10.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

### **10.2 - Décision après vérification**

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## **11 - Pénalités**

### **11.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 3 000,00 €.

En cas de non-intervention le premier jour de chaque période définie à l'article 9-1.1, le titulaire subit une pénalité journalière de 3 000 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## 11.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention de vidange	Forfaitaire	500,00 €	
Retard dans la mise en service de l'alarme	Forfaitaire	50,00 €	Le titulaire subit une pénalité horaire de 50,00€

## 12 - Assurances

Les titulaires et leurs sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Leurs polices doivent apporter les minimums de garantie suivants :

- Dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- Dommages matériels et immatériels : 750 000 € par sinistre et par année.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes ainsi que de celles de leurs sous-traitants.

## 13 - Résiliation du contrat

### 13.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### 13.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **14 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif d'Amiens est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **15 - Dérogations**

- L'article 3.2 du CCP déroge à l'article 13.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCP déroge à l'article 3.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 12 du CCP déroge à l'article 9 du CCAG - Fournitures Courantes et Services